La présence syndicale au Québec en 2013

Alexis Labrosse

Direction de l'information sur le travail

Février 2014

Travail Québec

Table des matières

La présence syndicale au Québec en 2013 4
Introduction 4
Les sources de données, la population visée et la période de référence 4
Le taux de présence syndicale au Québec et en Amérique du Nord 5
La présence syndicale dans les secteurs privé et public 6
Les secteurs d'activité économique et les taux de présence syndicale au Canada 8
Les écarts entre le Québec et les autres régions canadiennes 10
L'évolution du taux de présence syndicale au Québec 11
L'évolution du taux de présence syndicale en Ontario 13
L'évolution du taux de présence syndicale dans le reste du Canada 14
L'évolution de la présence syndicale et de la part de l'emploi des hommes et des femmes au Québec 15
L'évolution de la présence syndicale et de la part de l'emploi des hommes et des femmes en Ontario 17
L'évolution de la présence syndicale et de la part de l'emploi des hommes et des femmes dans le reste du Canada 19
Conclusion 21
Annexe 1 – Données sur l'emploi et la syndicalisation au Québec en 2013 22
Annexe 2 – Données sur l'emploi et la syndicalisation en Ontario en 2013 23
Annexe 3 – Données sur l'emploi et la syndicalisation dans le reste du Canada en 2013 24

Liste des tableaux et des graphiques

Graphique 1 – Taux de présence syndicale, Québec, Ontario, reste du Canada et États-Unis, 2004 à 2013 5
Graphique 2 – Taux de présence syndicale selon les secteurs privé et public, Québec, Ontario, reste du Canada et États-Unis, 2004 et 2013 6
Graphique 3 – Répartition des employés entre les secteurs privé et public, Québec, Ontario, reste du Canada et États-Unis, 2004 et 2013 7
Graphique 4 – Contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale du Québec, de l'Ontario et du reste du Canada en 2013 10
Graphique 5 – Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale du Québec entre 2004 et 2013 12
Graphique 6 – Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale de l'Ontario entre 2004 et 2013 13
Graphique 7 – Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale du reste du Canada entre 2004 et 2013 14
Graphique 8 – Taux de présence syndicale selon le sexe et selon les secteurs privé et public, Québec, 2004 et 2013 15
Graphique 9 – Répartition des employés (en pourcentage) selon le sexe et selon les secteurs privé et public, Québec, 2004 et 2013 16

Graphique 10 – Taux de présence syndicale selon le sexe et selon les secteurs privé et public, Ontario, 2004 et 2013 17

Graphique 11 – Répartition des employés (en pourcentage) selon le sexe et selon les secteurs privé et public, Ontario, 2004 et 2013 18

Graphique 12 – Taux de présence syndicale selon le sexe et le secteur d'origine, privé et public, reste du Canada, 2004 et 2013 19

Graphique 13 – Répartition des employés (en pourcentage) selon le sexe et selon les secteurs privé et public, reste du Canada, 2004 et 2013 20

Tableau 1 – Taux de présence syndicale selon les secteurs d'activité économique, 2004 et 2013 8

Tableau 2 – Répartition des employés (en pourcentage) selon les secteurs d'activité économique, 2004 et 2013 9

ISBN : 978-2-550-70413-3

La présence syndicale au Québec en 2013

Par Alexis Labrosse[1]

Introduction

La présente chronique s'intéresse à l'évolution récente du taux de présence syndicale au Québec. Le taux de présence syndicale correspond au pourcentage de personnes visées par une convention collective par rapport à l'ensemble des salariés. Il se distingue du taux de syndicalisation qui mesure la portion des salariés qui sont membres en règle d'un syndicat.

Bien que l'analyse décrive avant tout la situation au Québec, elle présente la comparaison de certaines données avec celles de l'Ontario, des autres provinces canadiennes regroupées (reste du Canada) et des États-Unis. La comparaison met notamment en parallèle les taux de présence syndicale dans les secteurs privé et public et les différents secteurs d'activité économique.

Les sources de données, la population visée et la période de référence

Toutes les données présentées proviennent de l'*Enquête sur la population active* (EPA) de Statistique Canada[2], sauf celles sur les États-Unis qui sont issues du *Bureau of Labor Statistics*, rattaché au ministère fédéral du Travail (*Department of Labor*). La population couverte par ces enquêtes est constituée des salariés[3], c'est-à-dire des personnes en emploi, sauf les travailleurs autonomes qui, en raison de leur statut, ne peuvent faire partie d'une unité de négociation parce que non syndicables. Depuis 2004, ces derniers ont représenté entre 13,3 et 14,7 % de l'emploi total au Québec, entre 14,4 et 15,6 % en Ontario et entre 16 et 17,9 % dans le reste du Canada.

De plus, en raison de la faible validité des données du secteur agricole, nous avons décidé d'exclure ses salariés de notre analyse[4]. Malgré leur exclusion, la population retenue correspond, pour toutes les années, à environ 99 % des salariés, tant à l'échelle du Québec qu'à celle de l'ensemble du Canada. La présence syndicale est estimée, pour chaque secteur d'activité, par le ratio entre le nombre de salariés couverts par un syndicat et l'emploi total. Depuis 2012, de nouvelles sections portent sur l'évolution de la présence syndicale et de la part de l'emploi des hommes et des femmes au pays. Enfin, la période étudiée couvre les années 2004 à 2013.

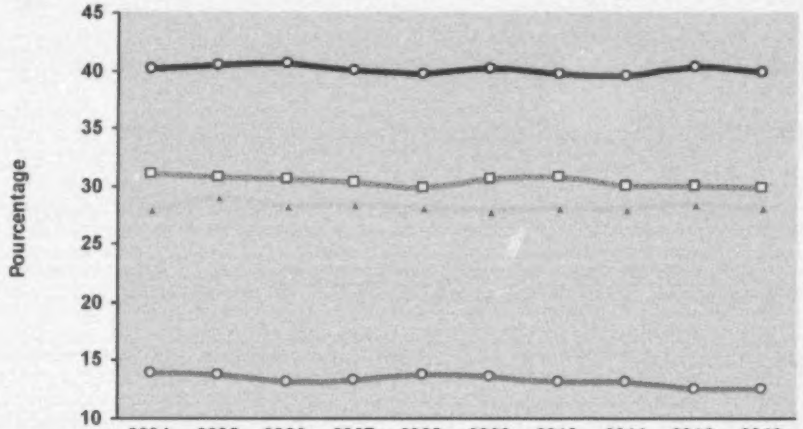
---

1. Alexis Labrosse est économiste à la Direction de l'information sur le travail du ministère du Travail.
2. Tableau CANSIM 282-0078.
3. Les données canadiennes portent sur les personnes de 15 ans et plus en emploi alors que les données étasuniennes ne prennent en compte que celles âgées de 16 ans et plus en emploi.
4. Au Québec, le taux de présence syndicale dans le secteur agricole se situerait entre 5 et 10 %. Statistique Canada recommande cependant de ne pas exploiter les données dont le coefficient de variabilité est supérieur à 30 %, ce qui peut être le cas lorsque la taille de l'échantillon est trop petite.

Le taux de présence syndicale au Québec et en Amérique du Nord

Au cours des dix dernières années, nous constatons que, bien qu'il ait peu varié d'un endroit à l'autre, le taux de présence syndicale a suivi une tendance généralement à la baisse partout en Amérique du Nord. Comme l'indique le graphique 1, le taux de présence syndicale au Québec est passé de 40,1 % en 2004 à 39,8 % en 2013. En Ontario, ce taux s'est généralement maintenu entre 28 et 29 % durant ces années alors que, dans le reste du Canada, il a régressé de 31,1 % en 2004 à 29,8 % en 2013. Les États-Unis, qui affichent des taux de présence syndicale nettement plus bas qu'au Canada, ont aussi connu une tendance baissière au cours de la période, soit de 13,8 à 12,4 % de 2004 à 2013.

Graphique 1
Taux de présence syndicale, Québec, Ontario, reste du Canada et États-Unis, 2004 à 2013



	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Québec	40,1	40,4	40,6	40,0	39,7	40,0	39,6	39,5	40,2	39,8
Reste du Canada	31,1	30,7	30,5	30,3	29,9	30,6	30,8	29,9	30,0	29,8
Ontario	28,0	29,0	28,3	28,3	28,1	27,8	28,0	28,0	28,4	28,1
États-Unis	13,8	13,7	13,1	13,3	13,7	13,6	13,1	13,0	12,5	12,4

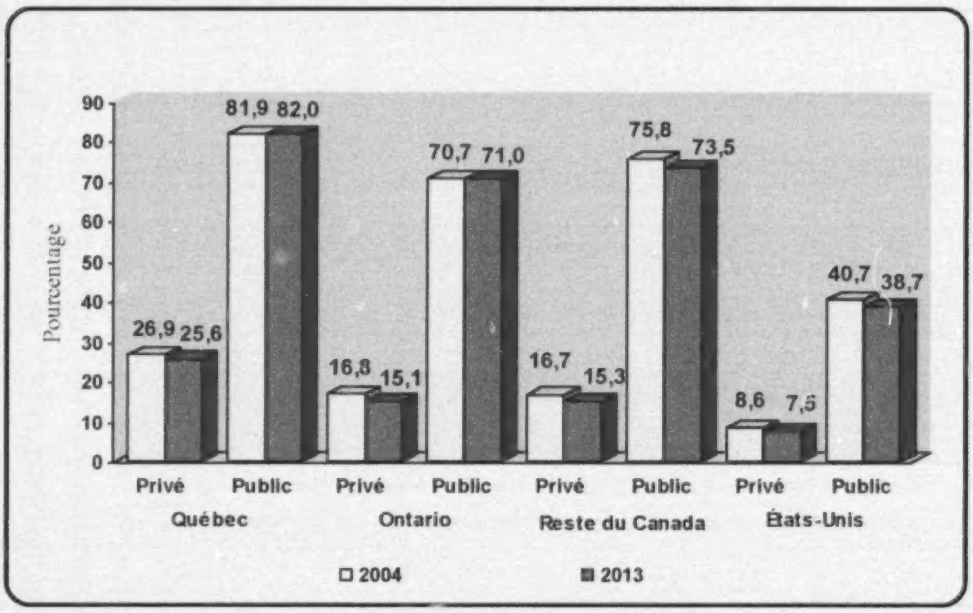
Entre 2012 et 2013, le taux de présence syndicale a légèrement fluctué à la baisse dans les provinces canadiennes de même qu'aux États-Unis. Au Québec, ce taux a diminué de quatre dixièmes de point, passant de 40,2 % à 39,8[5]. En Ontario, ce même taux a varié de trois dixièmes de point, atteignant 28,1 % en 2013. La plus faible variation au pays s'observe dans le reste du Canada, alors que son taux de présence syndicale a fluctué de deux dixièmes de point, de 30 % en 2012 à 29,8 % en 2013. Aux États-Unis, ce taux n'a perdu qu'un dixième de point en 2013, atteignant 12,4 %. Enfin, si le Québec est l'endroit où l'on retrouve les taux les plus élevés, mentionnons que, dans le reste du Canada, la province de Terre-Neuve-et-Labrador affiche des taux presque aussi élevés, soit de près de 39 % en moyenne, durant ces dix années.

5. La plupart des données de cette étude sont arrondies à une décimale près.

La présence syndicale dans les secteurs privé et public

Le graphique 2 indique d'emblée que la proportion de salariés assujettis à une convention collective est nettement plus élevée dans le secteur public[6] que dans le secteur privé, et ce, tant au Canada qu'aux États-Unis. Cependant, les États-Unis[7] se démarquent par des taux de présence syndicale beaucoup plus faibles que dans les provinces canadiennes, soit moins de 10 % dans le secteur privé et environ 40 % dans le secteur public, comparativement à 25,6 % et 82 % respectivement au Québec en 2013.

Graphique 2
Taux de présence syndicale selon les secteurs privé et public, Québec, Ontario, reste du Canada et États-Unis, 2004 et 2013



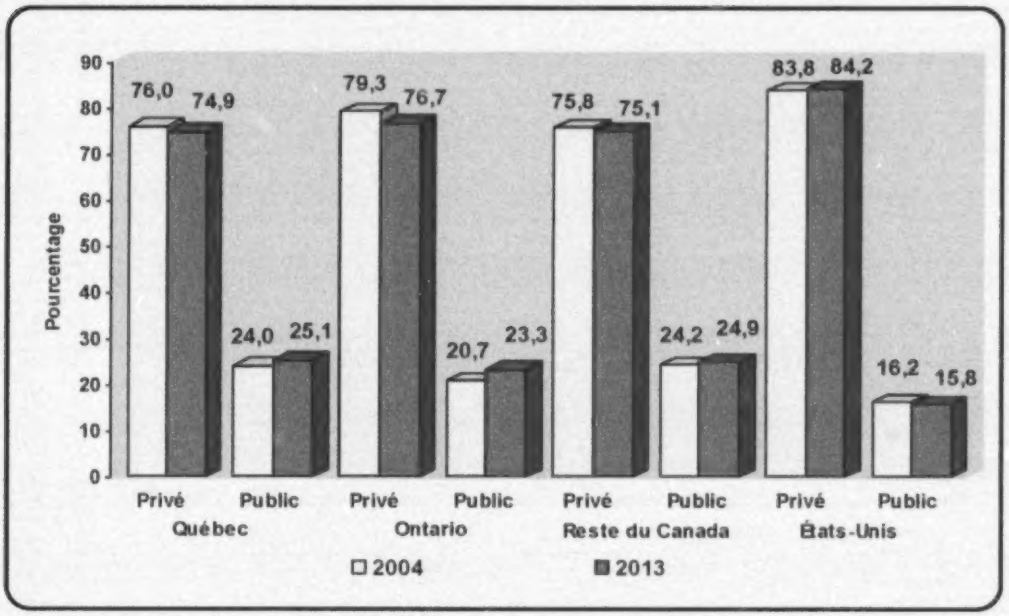
Entre 2004 et 2013, le taux de présence syndicale du secteur privé était à la baisse tant au Canada qu'aux États-Unis. Au Québec, ce taux a fléchi de 26,9 % en 2004 à 25,6 % en 2013 alors que dans le secteur public, il est passé de 81,9 à 82 % entre ces mêmes années. Le taux de présence syndicale du secteur public a aussi connu une légère hausse en Ontario, de 70,7 à 71 % alors qu'il a diminué dans le reste du Canada, de 75,8 % en 2004 à 73,5 % en 2013 et de 40,7 à 38,7 % aux États-Unis entre ces mêmes années.

---

6. Dans le cas du Canada, le secteur public comprend les administrations municipales, les administrations publiques des Premières Nations et des autres groupes autochtones; les administrations provinciales, territoriales et fédérales, ainsi que les sociétés d'État, les régies des alcools et les autres institutions gouvernementales, comme les écoles (incluant les universités), les hôpitaux et les bibliothèques publiques. (Statistique Canada, *Guide de l'Enquête sur la population active, 2011*, n° 71-543-G au catalogue).

7. Dans le cas des États-Unis, « les universités et les hôpitaux financés par les administrations publiques locales et des États font partie du secteur des administrations publiques, mais tous les autres hôpitaux et universités font partie du secteur des institutions à but non lucratif au service des ménages » (Statistique Canada, *Mesure de la production, de la valeur ajoutée et du PIB au Canada et aux États-Unis : similitudes et différences*, n° 13F0031MIF au catalogue n° 010, mai 2003).

Graphique 3
Répartition des employés entre les secteurs privé et public, Québec, Ontario, reste du Canada et États-Unis, 2004 et 2013



Au cours des dix dernières années, la répartition des employés entre les secteurs public et privé a peu fluctué (graphique 3). Comme en 2004, le secteur privé au Québec, tout comme dans le reste du Canada, regroupait environ les trois quarts des personnes en emploi, comparativement à environ 84 % aux États-Unis. Cependant, entre les années 2004 et 2013, nous remarquons un léger basculement de la proportion des salariés du secteur privé vers le secteur public, et ce, pour l'ensemble des provinces canadiennes à l'étude. C'est particulièrement le cas en Ontario dont la part des salariés dans le secteur public a augmenté de 2,6 points de pourcentage (de 20,7 à 23,3 %). Ailleurs, cette part a augmenté plus faiblement, soit de 1,1 point de pourcentage au Québec, de 24 à 25,1 %, et dans le reste du Canada, de 24,2 à 24,9 %, comparativement à une baisse de quatre dixièmes de point aux États-Unis, de 16,2 à 15,8 %.

Les secteurs d'activité économique et les taux de présence syndicale au Canada

En 2013 comme en 2004, les taux de présence syndicale de tous les secteurs d'activité économique au Québec (tableau 1) étaient supérieurs à ceux observés en Ontario, à l'exception du secteur primaire en 2004. Ils étaient également supérieurs à ceux du reste du Canada. Les secteurs affichant les taux de présence les plus élevés se trouvent dans la catégorie du secteur tertiaire[8] public, atteignant en moyenne plus de 80 % au Québec, comparativement à environ 70 % en Ontario et à plus de 73 % dans le reste du pays. En 2013, tous secteurs confondus, les taux de présence syndicale les plus élevés au Québec (annexe 1) s'observent dans les administrations publiques (80,5 %), les services d'enseignement (75,7 %) et les services publics (71,4 %). En Ontario, ces taux sont respectivement de 71,3 %, 71,6 et 65,3 % (annexe 2), alors que dans le reste du Canada, ces mêmes taux sont de 67,6 %, 69,9 et 59,6 %, respectivement (annexe 3).

Tableau 1
Taux de présence syndicale selon les secteurs d'activité économique, 2004 et 2013

Secteurs d'activité économique	Québec (2004)	Québec (2013)	Ontario (2004)	Ontario (2013)	Reste du Canada (2004)	Reste du Canada (2013)
Secteur primaire	**39,9**	**33,1**	**43,5**	**31,3**	**19,4**	**17,4**
Secteur secondaire	**42,6**	**42,5**	**28,0**	**24,2**	**27,4**	**23,8**
Construction	54,9	56,2	31,2	31,6	23,9	22,8
Fabrication	40,3	36,8	27,2	21,1	29,3	24,9
Secteur tertiaire	**39,3**	**39,2**	**27,8**	**29,0**	**32,4**	**31,7**
Tertiaire privé	20,1	19,8	11,7	12,1	13,9	13,0
Tertiaire public	81,9	82,0	70,7	71,0	75,8	73,7
Ensemble	**40,1**	**39,8**	**28,0**	**28,1**	**31,1**	**29,8**

À l'opposé, les secteurs présentant les proportions les plus faibles sont ceux du tertiaire privé; leur taux de présence syndicale varie entre environ 12 % en Ontario et environ 20 % au Québec. En outre, le taux de présence syndicale dans le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques varie en 2013 de 4,5 % en Ontario (annexe 2) à 7,7 % au Québec (annexe 1). Dans le cas du secteur de l'hébergement et des services de restauration, ce même taux est de 9,8 % au Québec, comparativement à 7,1 % en Ontario et 6,6 % dans le reste du Canada (annexe 3). Enfin, le taux de présence syndicale dans le secteur secondaire (construction et fabrication) en 2013 est nettement plus élevé au Québec (42,5 %) qu'il ne l'est en Ontario (24,2 %) et dans le reste du Canada (22,8 %).

8. Le secteur tertiaire regroupe les activités offrant des services divers, tant aux consommateurs qu'aux entreprises (administration publique, santé, éducation, loisirs, commerce, services financiers, etc.).

Entre 2004 et 2013, de fortes variations à la baisse du taux de présence syndicale s'observent dans le secteur de la fabrication, et ce, partout au pays. Des baisses importantes sont également notées dans le secteur primaire du Québec et de l'Ontario. Quant au secteur tertiaire, privé et public, son taux de présence syndicale n'a que très peu fluctué, tant à la hausse qu'à la baisse entre ces mêmes années.

Tableau 2
Répartition des employés (en pourcentage) selon les secteurs d'activité économique, 2004 et 2013

Secteurs d'activité économique	Québec (2004)	Québec (2013)	Ontario (2004)	Ontario (2013)	Reste du Canada (2004)	Reste du Canada (2013)
Secteur primaire	**1,0**	**0,8**	**0,6**	**0,6**	**3,7**	**4,6**
Secteur secondaire	**23,0**	**19,2**	**24,4**	**18,3**	**16,7**	**15,6**
Construction	3,7	5,6	4,5	5,4	5,9	7,8
Fabrication	19,3	13,6	19,9	12,9	10,9	7,9
Secteur tertiaire	**76,1**	**80,0**	**75,0**	**81,1**	**79,6**	**79,8**
Tertiaire privé	52,4	55,1	54,5	57,9	55,8	55,2
Tertiaire public	23,7	24,9	20,5	23,2	23,8	24,5
Ensemble	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**

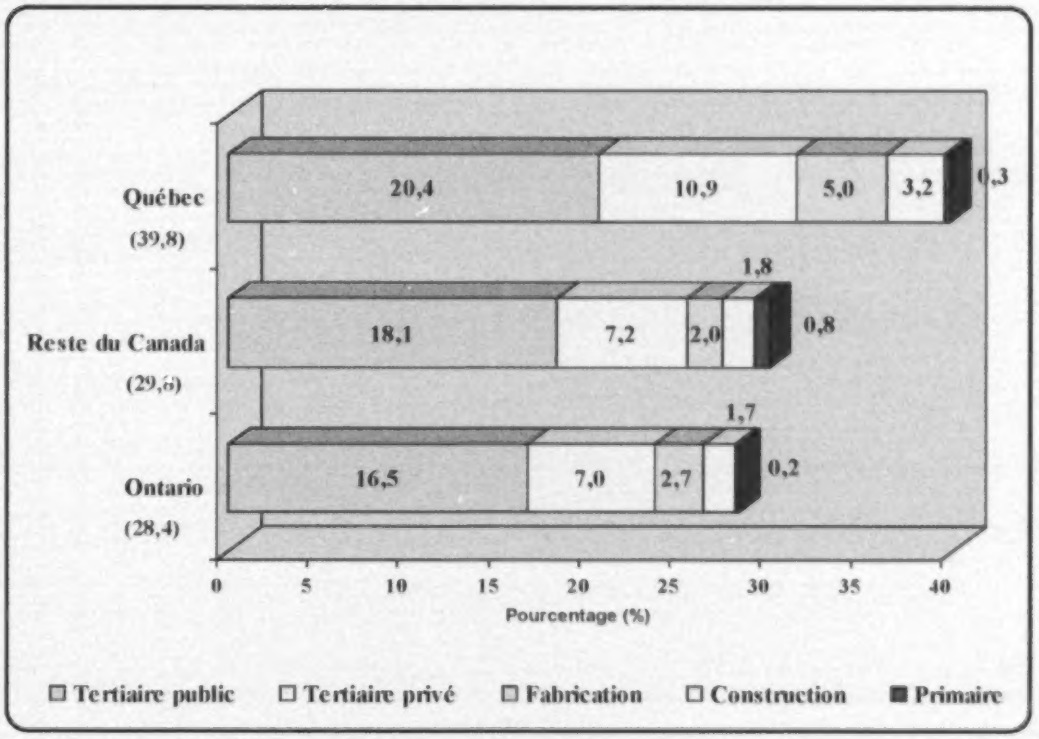
Afin de mesurer l'impact des variations du taux de présence syndicale de chacun des secteurs d'activité sur le taux global d'une province ou d'un pays, il importe de considérer la part de l'emploi qu'ils accaparent. Nous en verrons l'utilité dans les prochaines sections. Le tableau 2 montre, pour les années 2004 et 2013, la répartition des employés selon les secteurs d'activité économique.

Nous remarquons que la grande majorité des emplois se retrouvent, indépendamment de l'endroit, dans le secteur tertiaire, principalement dans celui du privé. En outre, la part de l'emploi dans le secteur de la fabrication a décliné partout au pays entre 2004 et 2013. Elle est passée de 19,3 à 13,6 % au Québec, de 19,9 à 12,9 % en Ontario et de 10,9 à 7,9 % dans le reste du Canada. De son côté, le secteur primaire se démarque par sa très faible part de l'emploi, variant entre 3,7 et 4,6 % en moyenne dans le reste du Canada et 1 % ou moins au Québec et en Ontario.

Les écarts entre le Québec et les autres provinces canadiennes

Les différences entre les taux de présence syndicale selon le secteur d'activité (tableau 1) ainsi que les variations au regard du nombre d'employés dans ces secteurs sur le marché du travail (tableau 2) expliquent les écarts entre le taux global de présence syndicale au Québec et ceux de ses voisins. Pour déterminer les secteurs d'activité qui rendent davantage compte de ces écarts, il est utile de mesurer leur contribution au taux global de présence syndicale. En outre, l'apport d'un secteur au taux global de présence syndicale d'une province est influencé par la proportion de salariés couverts par une convention collective qui s'y trouve, mais aussi par son importance relative en nombre d'emplois. Ainsi, l'apport relatif se calcule en multipliant le taux de présence syndicale de chaque secteur d'activité par la part de l'emploi total que représente celui-ci et en divisant ce résultat par 100[9]. Suivant cette méthode, le graphique 4 présente la contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale en 2013 pour le Québec, l'Ontario et le reste du Canada.

Graphique 4
Contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale du Québec, de l'Ontario et du reste du Canada en 2013



9. Par exemple, pour le secteur de la fabrication au Québec en 2013, il suffit de multiplier son taux de présence syndicale de 36,8 % (tableau 1) par sa proportion de 13,6 % (tableau 2) et de diviser par 100, ce qui donne une contribution de cinq points au taux global de présence syndicale de 39,8 %.

En 2013, le taux global de présence syndicale au Québec était supérieur de 11,4 points à celui de l'Ontario. Le graphique 4 montre que ce sont les secteurs tertiaires, privé et public, qui contribuent davantage à cette différence. Ainsi, l'écart de contribution de l'ensemble du secteur tertiaire totalise près de 8 points de pourcentage (31,3 points au Québec, comparativement à 23,5 en Ontario), surtout parce que la proportion d'employés visés par une convention collective au Québec est supérieure d'un peu plus de 10 points (tableau 1), alors que la part de l'emploi est sensiblement la même pour ce secteur dans ces provinces (tableau 2).

La contribution du secteur de la fabrication est d'environ 2,3 points de plus au Québec qu'en Ontario parce que le taux de présence syndicale de ce secteur est supérieur de 15,7 points au Québec, alors que la part de l'emploi est d'environ 13 %, tout comme en Ontario.

Par ailleurs, c'est aussi un taux de présence syndicale nettement plus élevé dans le secteur québécois de la construction (56,2 % au Québec contre 31,6 % en Ontario) qui explique sa contribution plus grande ici qu'en Ontario (3,2 points contre 1,7), alors que celle du secteur primaire est inférieure d'un demi-point de pourcentage dans les deux provinces.

En comparant le Québec avec le reste du Canada, on constate également que la contribution plus grande du secteur tertiaire privé et public au Québec explique une grande partie des dix points d'écart entre leur taux global respectif de présence syndicale en 2013. L'apport du secteur de la fabrication est aussi plus faible (deux points) dans le reste du Canada qu'ailleurs au pays. Non seulement son taux de présence syndicale y est de plus de 11,9 points de moins qu'au Québec (tableau 1), mais sa place sur le marché de l'emploi est moins importante (7,9 % des salariés) qu'au Québec (13,6 %), (tableau 2).

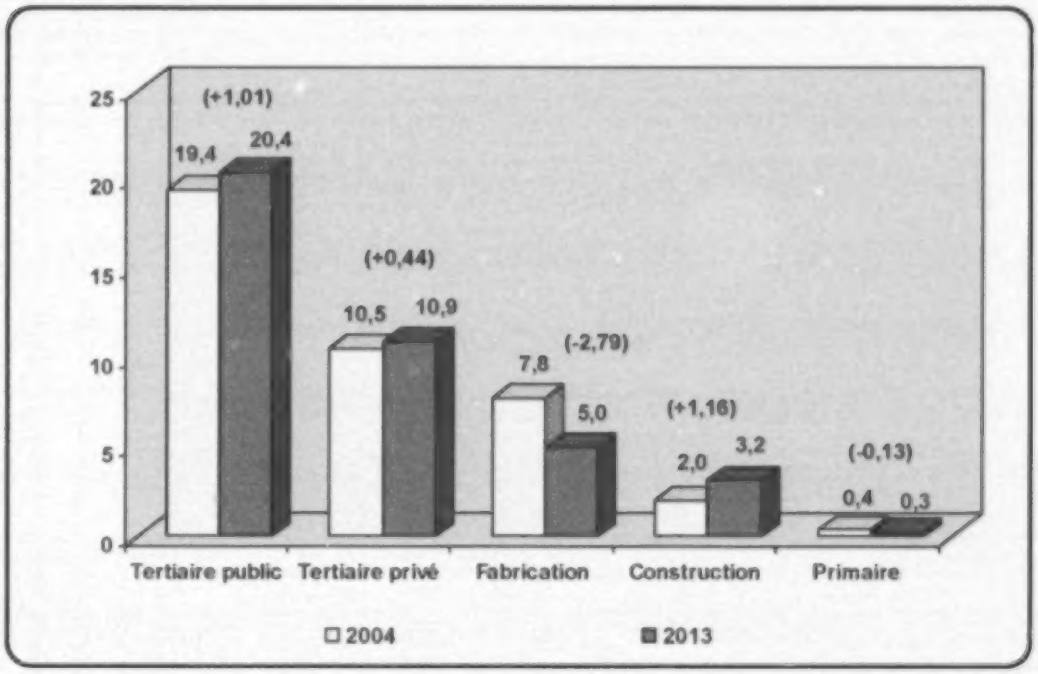
Enfin, bien que le taux de présence syndicale du secteur primaire dans le reste du Canada soit beaucoup plus faible que dans les deux autres provinces, sa part de salariés y est plus significative (4,6 % comparativement à moins de 1 % au Québec et en Ontario), expliquant la contribution plus élevée (0,8 %) de ce secteur à son taux global de présence syndicale.

L'évolution du taux de présence syndicale au Québec

De 2004 à 2013, le taux québécois de la présence syndicale s'est maintenu au-dessus de 40 % de 2004 à 2007, ainsi qu'en 2009 et en 2012 (graphique 1). Le taux le plus élevé observé durant cette période est de 40,6 % en 2006. En 2013, ce taux a perdu environ quatre dixièmes de point de pourcentage par rapport à 2012, atteignant 39,8 %, soit le quatrième plus faible taux observé depuis 2004. Dans les paragraphes suivants, nous analyserons les facteurs explicatifs de la variation du taux de présence syndicale au Québec entre 2004 et 2013 au regard de la contribution de ses secteurs d'activité économique.

Comme l'illustre le graphique 5, le secteur de la fabrication est celui qui a le plus fortement contribué à la baisse du taux de présence syndicale entre 2004 et 2013. Durant cette période, ce secteur a en effet subi une perte importante de sa part de l'emploi, de 19,3 % en 2004 à 13,6 % en 2013 (tableau 2), alors que son taux de présence syndicale a perdu 3,5 points de pourcentage, passant de 40,3 % en 2004 à 36,8 % en 2013 (tableau 1). L'apport du secteur de la fabrication a donc chuté de près de trois points entre ces années.

Graphique 5
Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale du Québec entre 2004 et 2013



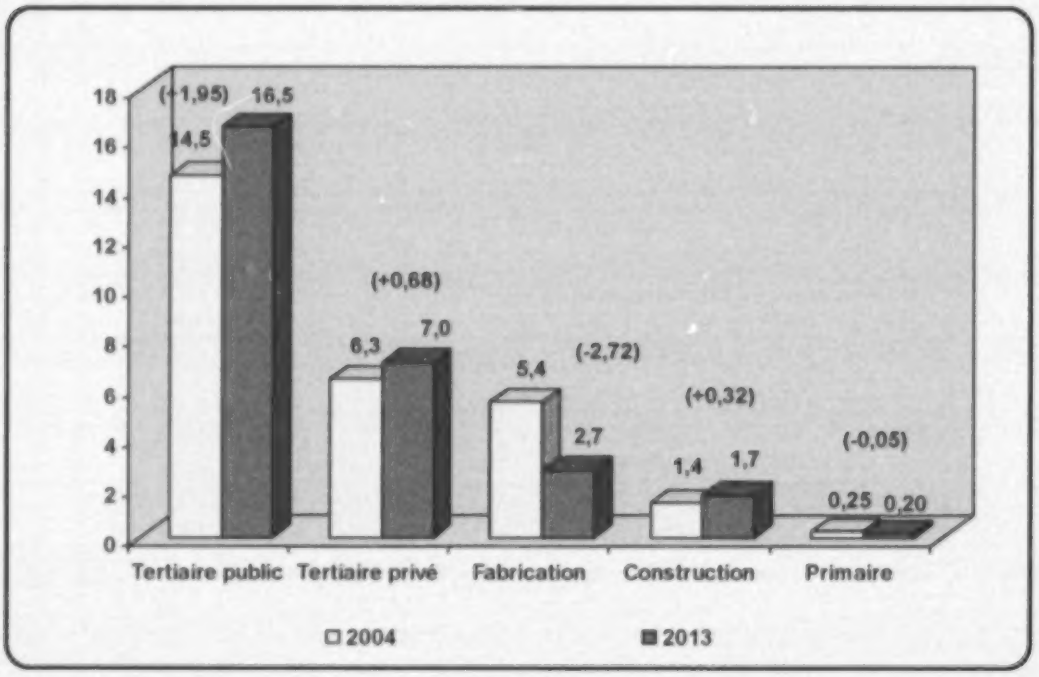
À l'opposé, le secteur tertiaire, privé et public, et celui de la construction ont contribué positivement à l'évolution du taux global de présence syndicale au Québec durant cette période. Dans le cas du secteur tertiaire, tant public que privé, nous observons durant ces années une très faible variation du taux de présence syndicale (tableau 1) combinée à une hausse de la part de l'emploi (tableau 2), plus particulièrement dans le tertiaire privé (de 52,4 % en 2004 à 55,1 % en 2013). Quant au secteur de la construction, il a connu une hausse de son taux de présence syndicale (de 54,9 à 56,2 %) accompagnée d'une hausse de la part de l'emploi (de 3,7 à 5,6 %) entre 2004 et 2013.

Enfin, bien que peu significative, la contribution du secteur primaire a légèrement régressé durant ces années parce que ce secteur a subi une faible baisse de sa part de l'emploi (de 1 à 0,8 %) alors que son taux de présence syndicale est passé de 39,9 à 33,1 % entre ces deux années.

L'évolution du taux de présence syndicale en Ontario

Outre l'année 2005 où le taux de présence syndicale en Ontario a augmenté d'environ un point de pourcentage, atteignant 29 % (graphique 1), on observe de faibles variations, tant à la hausse qu'à la baisse, de ce taux entre 2004 et 2013. Tout comme au Québec, l'année 2013 a été marquée par une légère variation à la baisse de ce taux par rapport à 2012, ce dernier passant de 28,4 à 28,1 %.

Graphique 6
Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale de l'Ontario entre 2004 et 2013



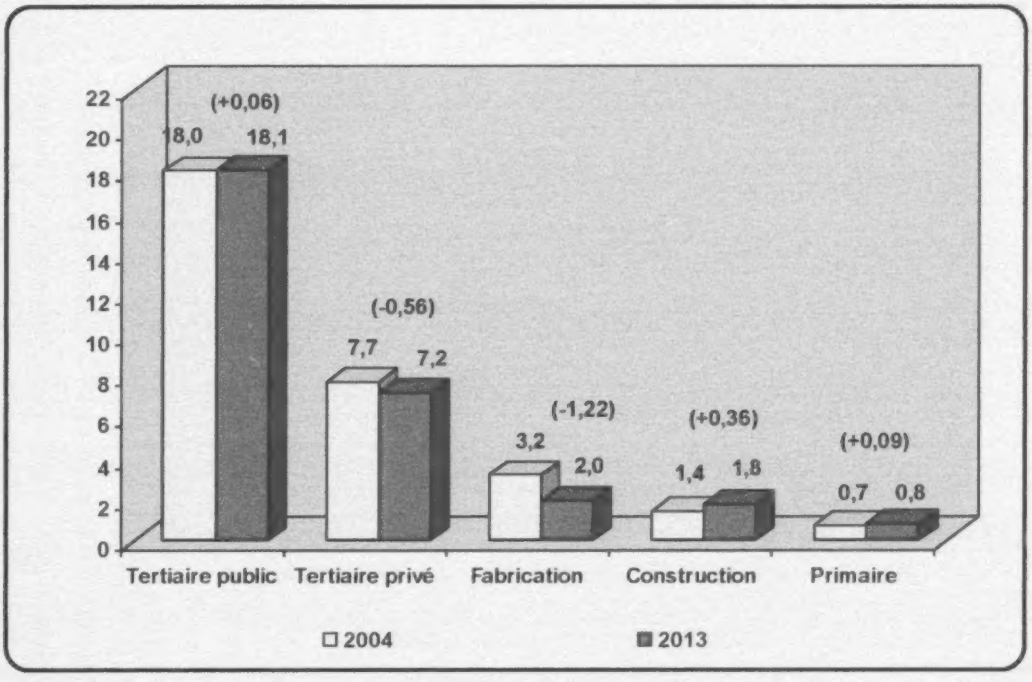
Il apparaît clairement au graphique 6 que le secteur de la fabrication est celui qui a davantage contribué négativement à l'évolution du taux de présence syndicale de l'Ontario entre 2004 et 2013. Ce secteur a en effet connu une forte baisse de son taux sectoriel durant ces années, passant de 27,2 % en 2004 à 21,1 % en 2013. De plus, tout comme au Québec, sa part de l'emploi a chuté sous la barre des 15 %, reculant ainsi de 19,9 % en 2004 à 12,9 % en 2013. Cette baisse significative de la contribution du secteur de la fabrication a toutefois été atténuée par les gains enregistrés dans le secteur tertiaire public ainsi que, dans une moindre mesure, dans celui du tertiaire privé. Dans le cas du tertiaire public, la contribution à la hausse, de près de deux points de pourcentage, s'explique essentiellement par sa part de l'emploi qui a augmenté de 20,5 % en 2004 à 23,2 % en 2013, alors que son taux de présence syndicale a connu une légère hausse, de 70,7 à 71 % entre ces années.

L'évolution du taux de présence syndicale dans le reste du Canada

Dans le reste du Canada, le taux de présence syndicale a continuellement décliné entre 2004 et 2008 (graphique 1), perdant en moyenne entre deux et trois dixièmes de point de pourcentage par année (de 31,1 % en 2004 à 29,9 % en 2008). Il a cependant gagné près de un point au cours des deux années suivantes, pour ensuite redescendre au niveau de 30,0 % ou moins, atteignant 29,8 % en 2013.

Le graphique 7 montre que ce sont les secteurs de la fabrication et du tertiaire privé qui ont connu en moyenne une diminution de leur contribution au taux global de présence syndicale dans le reste du Canada. La baisse la plus marquée s'observe dans le secteur de la fabrication (-1,2 point), alors que celle observée dans le tertiaire privé est de près de six dixièmes de point. Dans le cas de ce dernier secteur, cette baisse s'explique par une diminution de son taux sectoriel qui a décliné de 13,9 % en 2004 à 13,1 % en 2013, tandis que sa part de l'emploi régressait légèrement de 55,8 à 55,2 % entre ces mêmes années. Dans le cas de la fabrication, il s'agit également d'une baisse de son taux sectoriel, de 29,3 à 24,9 %, et de sa part de l'emploi, de 10,9 à 7,9 %, entre 2004 et 2013.

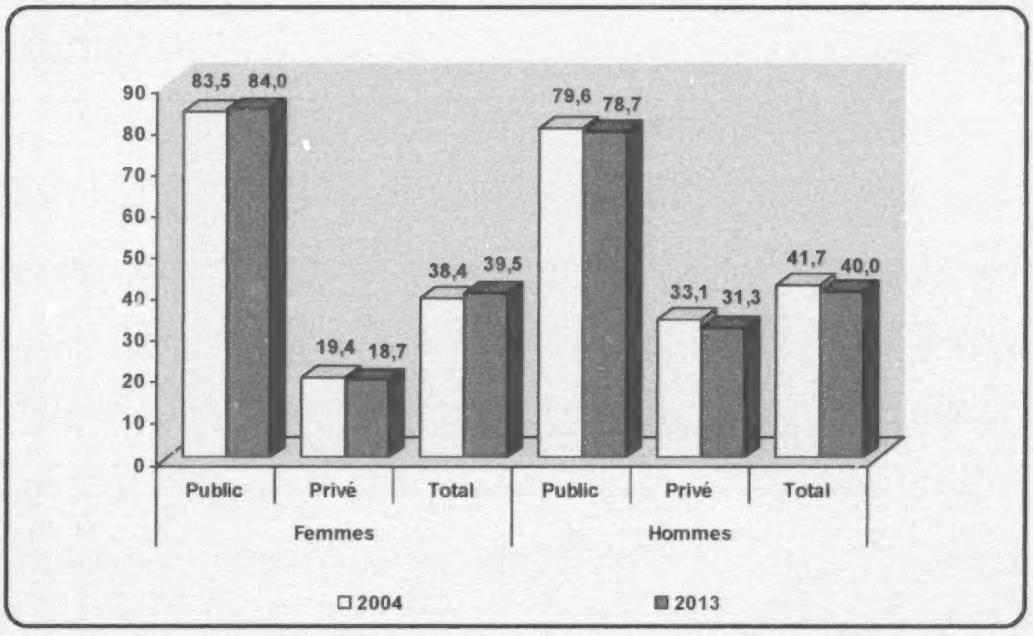
Graphique 7
Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale du reste du Canada entre 2004 et 2013



L'évolution de la présence syndicale et de la part de l'emploi des hommes et des femmes au Québec

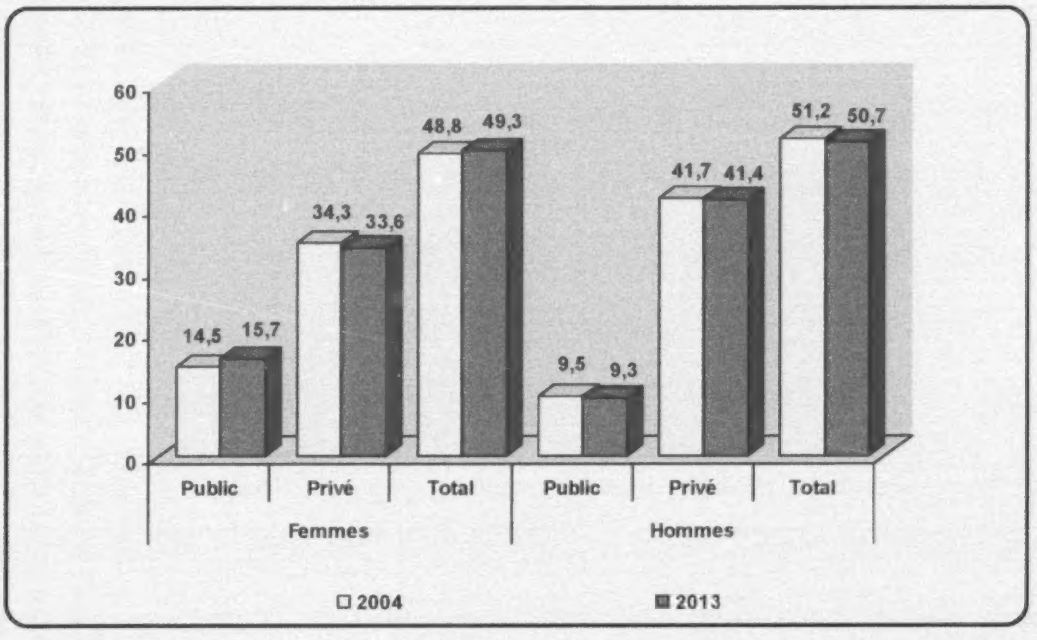
Dans cette section, nous nous intéressons aux différences entre les hommes et les femmes au regard de la présence syndicale. Le graphique 8 nous indique qu'au Québec, le taux de présence syndicale des hommes est plus élevé que celui des femmes dans le secteur privé et au total, mais moins élevé que celles-ci dans le secteur public. Entre 2004 et 2013, le taux de présence syndical des femmes a augmenté dans le secteur public et au total, alors qu'il a légèrement diminué dans le secteur privé. Dans le cas des hommes, on remarque une baisse tant dans le secteur public que privé. La plus forte baisse s'observe dans le secteur privé (de 33,1 à 31,3 % pour les hommes et de 19,4 à 18,7 % pour les femmes). Comme le taux global des hommes a diminué de 41,7 % en 2004 à 40 % en 2013 pendant que celui des femmes passait de 38,4 à 39,5 %, l'écart observé entre le taux des hommes et celui des femmes s'est presque entièrement résorbé, passant de plus de trois points de pourcentage en 2004 à un demi-point (0,5) en 2013.

Graphique 8
Taux de présence syndicale selon le sexe et selon les secteurs privé et public, Québec, 2004 et 2013



Le graphique 9 illustre l'évolution de la part de l'emploi des hommes et des femmes au Québec dans le secteur public et privé et au total, entre les années 2004 et 2013. Nous constatons que la part de l'emploi total des femmes a augmenté de 48,8 à 49,3 %, alors que celle des hommes est passée de 51,2 à 50,7 %. Du côté des hommes, la part de l'emploi a diminué tant dans le secteur public que privé tandis que chez les femmes, cette part a aussi baissé dans le secteur privé mais a augmenté dans le secteur public. Puisque le taux de présence syndicale des femmes a diminué dans le secteur privé, il apparaît donc que la légère hausse de son taux global, de 38,4 à 39,5 %, a été stimulée par les gains d'emploi enregistrés dans le secteur public. De fait, en 2004, 14,5 % des emplois étaient occupés par des femmes dans ce secteur, comparativement à 15,7 % en 2013. Parallèlement, le taux de présence syndicale des femmes dans ce secteur a augmenté d'un demi-point, passant de 83,5 à 84 % entre ces mêmes années.

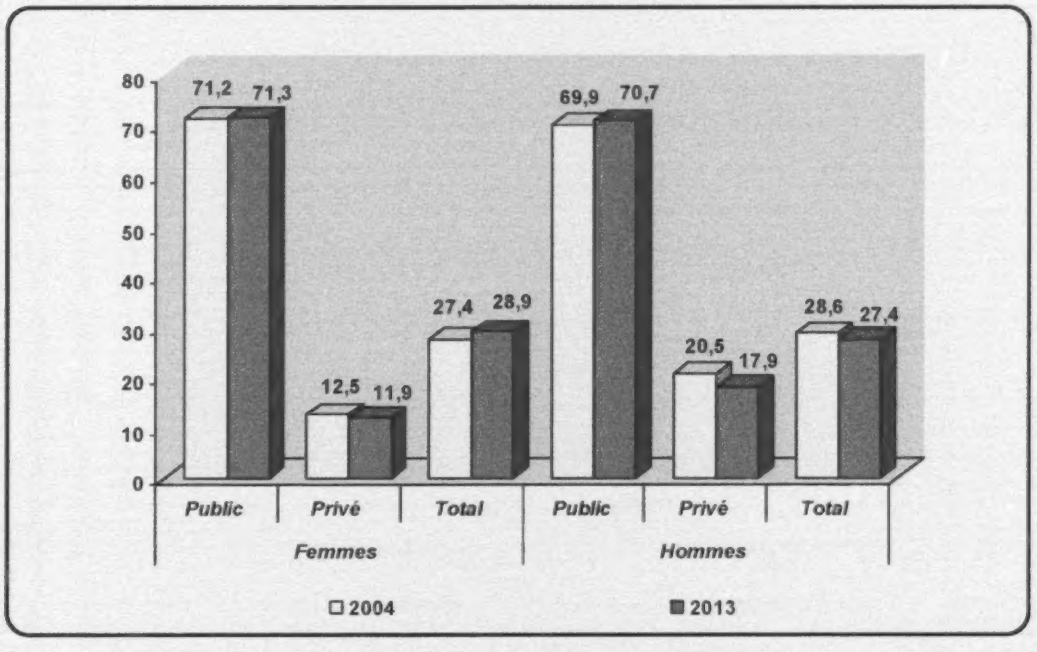
Graphique 9
Répartition des employés (en pourcentage) selon le sexe et selon les secteurs privé et public, Québec, 2004 et 2013



L'évolution de la présence syndicale et de la part de l'emploi des hommes et des femmes en Ontario

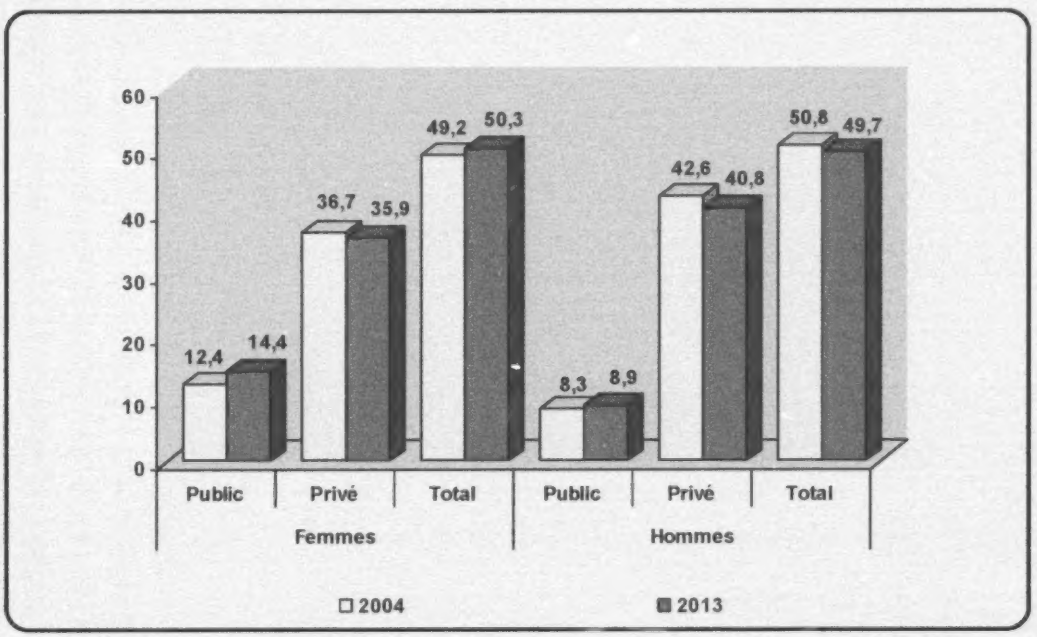
Le graphique 10 nous indique qu'en Ontario, tout comme au Québec, le taux de présence syndicale des hommes est plus élevé que celui des femmes dans le secteur privé en 2004 et en 2013. Cependant, ce taux dans le secteur public était supérieur chez les femmes au cours de ces mêmes années. Quant au taux global, il était supérieur du côté des hommes en 2004, alors qu'en 2013, ce sont plutôt les femmes qui affichaient un plus grand taux. De fait, en 2004, ce taux chez les hommes était supérieur de 1,2 point de pourcentage (28,6 contre 27,4 % pour les femmes), alors qu'en 2013, il l'était de 1,5 point plus élevé du côté des femmes (28,9 contre 27,4 % pour les hommes).

Graphique 10
Taux de présence syndicale selon le sexe et selon les secteurs privé et public, Ontario, 2004 et 2013



Le graphique 11 illustre l'évolution de la part de l'emploi des hommes et des femmes dans le secteur public et privé et au total, entre les années 2004 et 2013 en Ontario. Nous constatons qu'entre ces années, la part de l'emploi total des femmes a augmenté de 49,2 à 50,3 %, alors que celle des hommes est passée de 50,8 à 49,7 %. En outre, la part de l'emploi a régressé dans le secteur privé, tant pour les hommes que pour les femmes, tandis que dans le secteur public, on observe le phénomène inverse, à savoir une hausse des parts d'emploi respectives. Toutefois, c'est la part des femmes qui a le plus augmenté dans ce dernier secteur, passant de 12,4 % en 2004 à 14,4 % en 2013, en hausse de deux points, alors que celle des hommes a varié de 8,3 % en 2004 à 8,9 % en 2013. Outre ce phénomène, c'est aussi une baisse plus marquée de la part de l'emploi des hommes dans le secteur privé qui explique que globalement, celle des femmes est plus élevée au total en 2013, soit de 50,3 %, comparativement à 49,7 % pour les hommes. Ces variations des parts d'emploi ont certes contribué à la baisse du taux global de présence syndicale des hommes et à la hausse de celle des femmes entre ces années.

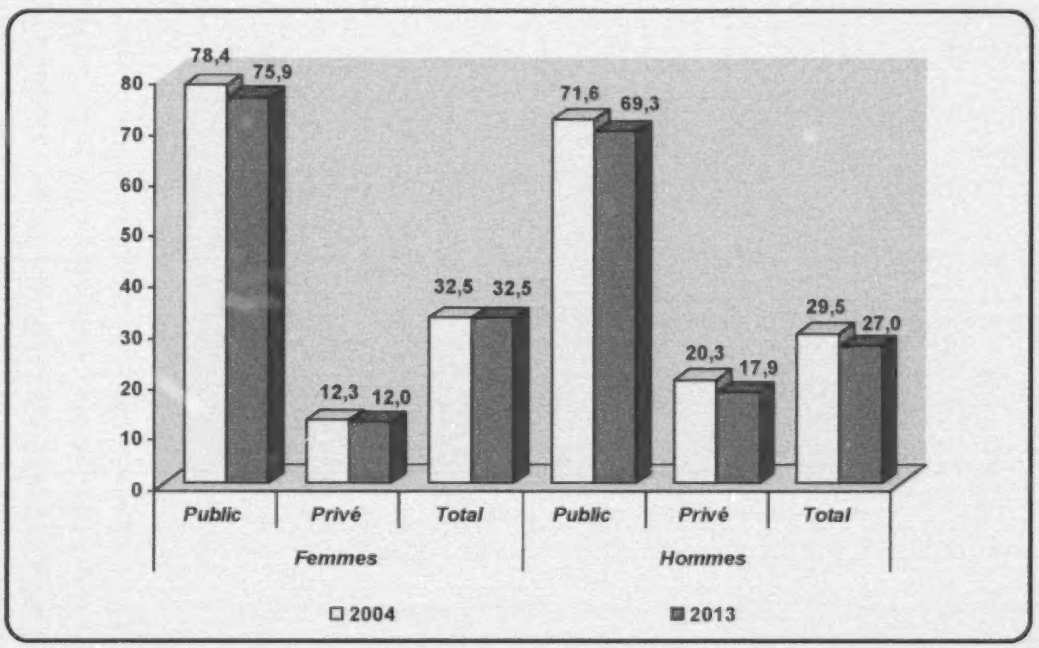
Graphique 11
Répartition des employés (en pourcentage) selon le sexe et selon les secteurs privé et public, Ontario, 2004 et 2013



L'évolution de la présence syndicale et de la part de l'emploi des hommes et des femmes dans le reste du Canada

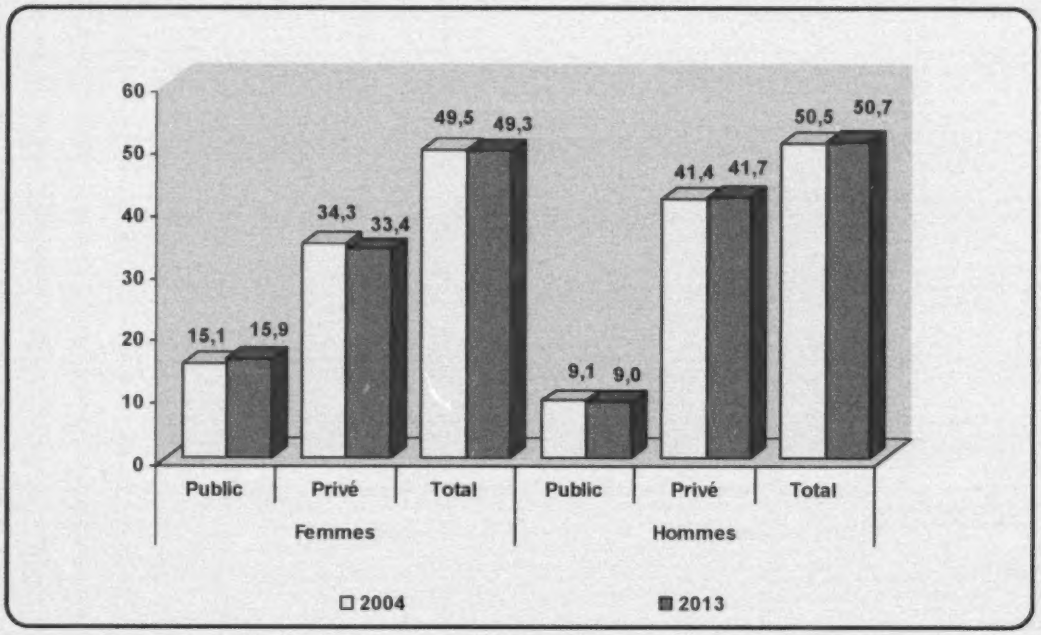
Le graphique 12 nous indique que dans le reste du Canada, tout comme au Québec, le taux de présence syndicale des hommes est plus élevé que celui des femmes dans le secteur privé et inversement dans le secteur public. Contrairement au Québec, le taux global de présence syndicale des femmes est plus élevé que celui des hommes, tant en 2004 qu'en 2013. De plus, seul le taux global observé chez les femmes est resté stable, alors que ceux observés, tant dans le secteur public que privé, ont diminué. Cependant, les baisses sont plus marquées du côté des hommes dans le secteur privé, alors qu'elles le sont davantage du côté des femmes dans le secteur public. Le taux de présence syndicale des femmes dans le secteur public a perdu 2,5 points (de 78,4 à 75,9 %) alors que ce même taux dans le secteur privé n'a perdu que trois dixièmes de point (de 12,3 à 12 %). Chez les hommes, entre 2004 et 2013, le taux de présence syndicale a régressé de 2,4 points (de 20,3 à 17,9 %) dans le secteur privé et de 2,3 points (de 71,6 à 69,3 %). Il en résulte que l'écart entre le taux global des hommes et des femmes a pris de l'ampleur entre ces années. Ainsi, alors que le taux global des femmes s'est maintenu à 32,5 %, celui des hommes a chuté de 29,5 à 27 %. L'écart observé est donc passé de trois points de pourcentage en 2004 à plus de cinq points en 2013.

Graphique 12
Taux de présence syndicale selon le sexe et le secteur d'origine, privé et public, reste du Canada, 2004 et 2013



Le graphique 13 illustre l'évolution de la part de l'emploi des hommes et des femmes dans le secteur public et privé et au total, entre les années 2004 et 2013 dans le reste du Canada. Nous constatons qu'entre ces années, la part d'emploi des femmes a fluctué légèrement à la hausse dans le secteur public et inversement dans le secteur privé. Chez les hommes, la part de l'emploi n'a pratiquement pas varié entre ces années dans le secteur public et n'a connu qu'une faible hausse de trois dixièmes de point dans le secteur privé, de 41,4 % en 2004 à 41,7 % en 2013. Considérant le taux de présence syndicale nettement plus élevé dans le secteur public que privé, la plus grande part d'emploi des femmes dans le secteur public en 2013 contribue à maintenir le taux global de ces dernières à 32,5 % tandis que la baisse du taux global des hommes s'explique par une diminution du taux observé, tant dans le secteur privé que public, entre ces années.

Graphique 13
Répartition des employés (en pourcentage) selon le sexe et selon les secteurs privé et public, reste du Canada, 2004 et 2013



En terminant, les annexes 1 (Québec), 2 (Ontario) et 3 (reste du Canada) présentent les données détaillées, par secteurs d'activité, du nombre d'emploi, de la part de l'emploi, du nombre de salariés couverts par un syndicat, du taux de présence syndicale et de la contribution de chacun de ces secteurs à ce taux, pour l'année 2013.

Conclusion

De 2004 à 2013, le taux de présence syndicale a suivi une tendance généralement à la baisse, tant dans les provinces canadiennes qu'aux États-Unis. Les variations d'une année à l'autre sont cependant très faibles, de l'ordre de quelques dixièmes de point de pourcentage (graphique 1). En 2013, le taux de présence syndicale a diminué au Québec (de quatre dixièmes de point), en Ontario (trois dixièmes de point) et dans le reste du Canada (deux dixièmes de point). Le Québec continuait d'afficher le taux de présence syndicale le plus élevé sur le continent nord-américain en 2013, avec 39,8 %. À l'opposé, c'est aux États-Unis que l'on observe le taux le plus bas avec 12,4 % en 2013, en baisse de un dixième de point par rapport aux données de 2012.

Par ailleurs, l'écart entre le taux global de présence syndicale au Québec et ceux des autres provinces canadiennes s'explique essentiellement par des taux sectoriels au Québec presque toujours supérieurs à ceux de ses voisins, et ce, pour toutes les années considérées (tableau 1). De fait, seul le secteur primaire ontarien affichait, pour certaines années[10], un taux supérieur à celui de ce même secteur au Québec et à celui du reste du Canada.

Au Québec, entre 2004 et 2013, le taux de présence syndicale dans le secteur privé a fléchi (de 26,9 % à 25,6 %, graphique 2) alors que, dans le secteur public, il a augmenté de 81,9 à 82 %. En outre, le secteur tertiaire, privé et public, ainsi que celui de la construction ont influencé positivement l'évolution du taux de présence syndicale (graphique 5). À l'opposé, la baisse de contribution de près de trois points de pourcentage du secteur de la fabrication a eu un effet inverse sur ce taux. De fait, ce secteur a subi une baisse tant de sa part de l'emploi, laquelle baisse correspond à 5,7 points de pourcentage (de 19,3 à 13,6 %), que de son taux de présence syndicale, soit une chute de 3,5 points (de 40,3 à 36,8 %), durant ces années.

Enfin, le taux de présence syndicale est généralement plus élevé chez les hommes que les femmes, à l'exception du secteur public où l'inverse s'observe. Au Québec, entre 2004 et 2013, l'écart entre le taux de présence syndicale global des hommes et celui des femmes s'est rétréci, notamment parce que la part de l'emploi des femmes a augmenté dans le secteur public entre ces années.

10. C'était notamment le cas en 2004, 2006, 2008 et 2009. Ces données ne figurent dans aucun tableau ou graphique de cet article.

Annexe 1 - Données sur l'emploi et la syndicalisation au Québec en 2013

Secteurs d'activité[11]	Total des employés (milliers)	Part (%) de l'emploi	Total des employés couverts par un syndicat (milliers)	Taux (%) de présence syndicale	Contribution au taux global de présence syndicale[1]
Secteur primaire	**26,9**	**0,8**	**8,9**	**33,1**	**0,3**
Foresterie, pêche, mine et extraction de pétrole et de gaz	26,9	0,8	**8,9**	33,1	0,3
Secteur secondaire	**665,6**	**19,2**	**282,6**	**42,5**	**8,2**
Construction	195,5	5,6	109,8	56,2	3,2
Fabrication	470,1	13,6	172,8	36,8	5,0
Secteur tertiaire	**2 774,6**	**80,0**	**1 087,1**	**39,2**	**31,4**
Administrations publiques	224,7	6,5	180,9	80,5	5,2
Autres services	116,9	3,4	21,4	18,3	0,6
Commerce	579,8	17	111,6	19,2	3,2
Finance, assurances, immobilier et location	194,8	5,6	44,6	22,9	1,3
Hébergement et services de restauration	232,1	6,7	22,7	9,8	0,7
Information, culture et loisirs	153,0	4,4	49,2	32,2	1,4
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	114,9	3,3	34,4	29,9	1,0
Services d'enseignement	275,7	8,0	208,6	75,7	6,0
Services professionnels, scientifiques et techniques	220,2	6,4	16,9	7,7	0,5
Services publics	31,5	0,9	22,5	71,4	0,6
Soins de santé et assistance sociale	476,9	13,8	302,1	63,3	8,7
Transport et entreposage	154,1	4,4	72,2	46,9	2,1
Tertiaire privé	**1 911,8**	**55,1**	**379,3**	**19,8**	**10,9**
Tertiaire public	**862,8**	**24,9**	**707,8**	**82,0**	**20,4**
Ensemble	**3 467,1**	**100**	**1 378,6**	**39,8**	**39,8**

[11] Les titres des secteurs d'activité sont conformes aux données de Statistique Canada.

Annexe 2 - Données sur l'emploi et la syndicalisation en Ontario en 2013

Secteurs d'activité	Total des employés (milliers)	Part (%) de l'emploi	Total des employés couverts par un syndicat (milliers)	Taux (%) de présence syndicale	Contribution au taux global de présence syndicale
Secteur primaire[2]	**36,1**	**0,6**	**11,3**	**31,3**	**0,2**
Foresterie, pêche, mine et extraction de pétrole et de gaz	36,1	0,6	11,3	31,3	0,2
Secteur secondaire	**1 058,7**	**18,3**	**256,4**	**24,2**	**4,4**
Construction	314,5	5,4	99,4	31,6	1,7
Fabrication	744,2	12,9	157,0	21,1	2,7
Secteur tertiaire	**4 694,2**	**81,1**	**1 360,8**	**29,0**	**23,5**
Administrations publiques	374,1	6,5	266,7	71,3	4,6
Autres services	202,1	3,5	16,8	8,3	0,3
Commerce	912,3	16	109,7	12,0	1,9
Finance, assurances, immobilier et location	420,0	7,3	22,0	5,2	0,4
Hébergement et services de restauration	393,5	6,8	27,8	7,1	0,5
Information, culture et loisirs	265,0	4,6	52,3	19,7	0,9
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	244,5	4,2	33,9	13,9	0,6
Services d'enseignement	492,2	8,5	352,2	71,6	6,1
Services professionnels, scientifiques et techniques	379,5	6,6	16,9	4,5	0,3
Services publics	54,7	0,9	35,7	65,3	0,6
Soins de santé et assistance sociale	688,1	11,9	321,7	46,8	5,6
Transport et entreposage	268,2	4,6	105,1	39,2	1,8
Tertiaire privé	**3 351,2**	**57,9**	**406,8**	**12,1**	**7,0**
Tertiaire public	**1 343,0**	**23,2**	**954,0**	**71,0**	**16,5**
Ensemble	**5 789,0**	**100**	**1 628,5**	**28,1**	**28,1**

Annexe 3 - Données sur l'emploi et la syndicalisation dans le reste du Canada en 2013

Secteurs d'activité	Total des employés (milliers)	Part (%) de l'emploi	Total des employés couverts par un syndicat (milliers)	Taux (%) de présence syndicale	Contribution au taux global de présence syndicale[1]
Secteur primaire[2]	**259,5**	**4,6**	**45,1**	**17,4**	**0,8**
Foresterie, pêche, mine et extraction de pétrole et de gaz	259,5	4,6	45,1	17,4	0,8
Secteur secondaire	**883,2**	**15,6**	**210,5**	**23,8**	**3,7**
Construction	439,5	7,8	100,0	22,8	1,8
Fabrication	443,7	7,9	110,5	24,9	2,0
Secteur tertiaire	**4 503,3**	**79,8**	**1 425,8**	**31,7**	**25,3**
Administrations publiques	346,9	6,1	234,4	67,6	4,2
Autres services	223,4	4,0	19,7	8,8	0,3
Commerce	947,4	17	108,7	11,5	1,9
Finance, assurances, immobilier et location	297,6	5,3	35,3	11,9	0,6
Hébergement et services de restauration	413,8	7,3	27,3	6,6	0,5
Information, culture et loisirs	232,4	4,1	61,4	26,4	1,1
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	182,7	3,2	22,6	12,4	0,4
Services d'enseignement	456,6	8,1	319,3	69,9	5,7
Services professionnels, scientifiques et techniques	305,4	5,4	15,9	5,2	0,3
Services publics	56,7	1,0	33,8	59,6	0,6
Soins de santé et assistance sociale	747,5	13,2	431,2	57,7	7,6
Transport et entreposage	292,9	5,2	116,2	39,7	2,1
Tertiaire privé	**3 119,4**	**55,2**	**405,3**	**13,0**	**7,2**
Tertiaire public	**1383,9**	**24,5**	**1020,5**	**73,7**	**18,1**
Ensemble	**5 646,0**	**100**	**1 681,4**	**29,8**	**29,8**